



## Salle de consommation pour usagers de crack : le collectif du 19 mai visite une des quatre SCMR de Rotterdam

**Si l'utilité des salles d'injection n'est plus à prouver, notamment grâce au rapport de l'Inserm, les salles d'inhalation pour usagers de crack posent encore question en France. Afin d'essayer d'y voir plus clair, le collectif s'est rendu à Rotterdam dans le centre « BoumanGGZ », qui possède une salle de consommation à moindre risque pour usagers de crack.**

De la gare ferroviaire de Rotterdam, 15 mn de marche sont nécessaires pour arriver devant le centre « BoumanGGZ ». Il est situé dans un quartier résidentiel calme aux maisons hollandaises classiques. Rien ne le distingue des autres bâtiments.



Léo Thomassen, le directeur, nous accueille avec un café en nous dressant un panorama de sa structure. Elle est ouverte de 10h à 18h, 7

jours sur 7, avec 5 salariés travaillant en même temps. Elle coûte 500 000 euros par an. C'est la ville de Rotterdam qui la finance et veille à son acceptabilité sociale, ce qui la force à s'adapter sans cesse au contexte et à trouver de nouveaux points d'équilibre avec la cité.

Chacun des 310 usagers de la file active est enregistrée par son nom et prénom et a une carte d'accès à la salle correspondant à sa domiciliation, une façon de les intégrer dans le quartier, mais aussi de les responsabiliser. 250 usagers de crack ont accès à la salle d'inhalation et moins de 5 usagers injecteurs d'héroïne fréquentent la salle d'injection. Pour être reçu ici, il faut au moins 5 ans de vie à Rotterdam et avoir plus de 23 ans. Ceux qui sont en dessous de cet âge sont réorientés vers une structure spécialisée. Selon Léo Thomassen, c'est une manière de séparer ceux qui sont déjà très ancrés dans la consommation, de ceux qui sont dans l'expérimentation. Pour les deux catégories d'usagers, le chemin doit être différent et ils doivent se rencontrer le moins possible. De même, il y a une salle de nuit pour inciter les usagers à bouger et éviter qu'il ne passe pas leur vie dans la structure.

La structure emploie 18 salariés à plein temps, principalement des intervenants issus du « mainstream ». Léo Thomassen ne veut pas de « bureaucrates » assis derrière un bureau, mais des intervenants qui puissent avoir une rela-

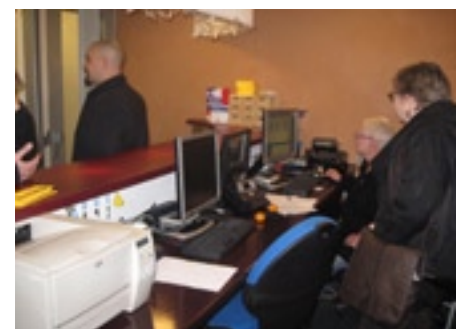
tion d'égal à égal avec les usagers. Un médecin est présent 3 heures par semaine le vendredi.

La ville a également ouvert de nombreuses places d'hébergement connus sous le nom d'« housing first », ainsi que des programmes sociaux. Pour cette ville de 800 000 habitants, il existe 52 programmes en direction des addictions et de la précarité sociale. L'effet est spectaculaire. Alors qu'il y a 15 ans la ville était envahie par plus de 2 500 usagers de drogues venant de toute l'Europe, il y a aujourd'hui très peu d'usagers qui consomment dans la rue. En conséquence, le nombre de salle de consommation a beaucoup diminué. Il reste aujourd'hui 4 centres sur les 8 du départ et les autorités pensent en fermer deux autres en 2011. Les usagers se sont petit à petit stabilisés et sont sortis en partie de la grande précarité.

### La « tour de contrôle »

Léo Thomassen nous emmène ensuite faire le tour de sa structure répartie sur 3 étages.

Au rez-de-chaussée, l'entrée se fait par un couloir, qui joue le rôle de sas d'admission et d'enregistrement et constitue la « tour de contrôle » de



la structure. Deux intervenants accueillent et orientent les usagers, tiennent un programme d'échange de seringues, tout en regardant les écrans branchés sur le réseau de caméras de la structure. C'est aussi là que les usagers montrent leur produit avant de descendre au sous sol dans l'une des deux salles de consommation à moindre risque : ceux qui n'en ont pas, n'ont pas accès aux salles de consommation. De même, les usagers trop imbibés d'alcool ou d'autres produits n'ont pas le droit d'entrer dans les salles de consommation.

### Les salles de consommations

Nous descendons au sous sol, avec ses deux salles de consommation séparées. L'une pour les injecteurs, vide, et l'autre pour les fumeurs/crackers, deux fois plus grande. Une dizaine d'usagers fument du crack soit avec une pipe, soit sur du papier d'aluminium. Aucun intervenant dans cette pièce, mais les consommations sont supervisées par caméra par les intervenants du couloir d'entrée. Ceux-ci n'hésitent pas à faire remonter les usagers qui restent trop longtemps ou qui pourrait surconsommer. Répondant à la question de la violence, Léo Thomassen nous affirme qu'il n'y a pas plus d'un acte de violence par an dans la structure, ce qui nous surprend



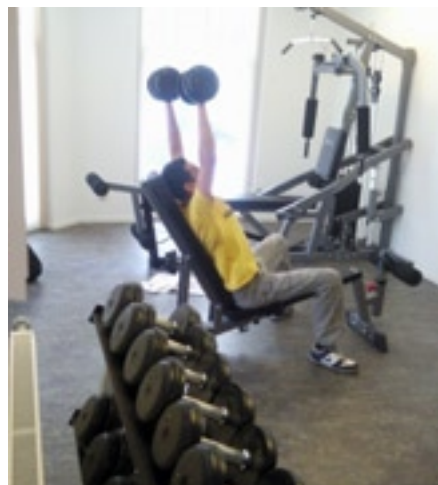
beaucoup pour des usagers de crack. La structure se régit d'elle-même. Les usagers protègent le lieu, qui est aussi le leur, et si une « mauvaise » personne entre, « je le sais tout de suite », rajoutent-ils !. Une preuve de plus que ce n'est pas le crack en soit qui rend les usagers violents, mais surtout le contexte de consommation !



### La salle de musculation

Nous remontons au premier étage, où se trouve une salle de musculation. Un usager soulève de la fonte, tandis que le travailleur social nous montre les exercices qu'il lui apprend. Cette salle permet aux usagers non seulement de s'occuper, mais elle contribue aussi à la revalorisation du corps, qui est souvent malmené par les usagers de drogues vivant dans la précarité. D'ailleurs, pour s'occuper et reprendre part à la vie sociale, des petits jobs leur sont aussi proposés dans le voisinage. Ces petits jobs permettent aux usagers de se rendre compte qu'ils ne sont pas « bon à rien », de revaloriser leur image, de s'autonomiser, mais cette action montre aussi au voisinage que les usagers peuvent être utiles à la communauté. Ces jobs sont une composante indispensa-

ble à l'intégration de la salle dans le voisinage.



### La salle d'accueil

Au deuxième étage, la salle d'accueil est le plus grand espace de la structure. Une immense télé, des ordinateurs, des tables où sont assis usagers et travailleurs sociaux que nous avons du mal à distinguer les uns des autres. C'est ici que l'on boit un café en discutant, que l'on joue à des jeux de société, ou que l'on mange. La nourriture et les boissons sont les seules prestations payantes dans la structure, mais restent abordables.



### Le chef de police

Le chef de la Police locale, Jan Von Dorst, invité pour l'occasion, nous rejoint. Il sert les mains des usagers qu'il connaît tous personnellement, qui n'ont absolument pas peur et ne sont pas surpris. Un usager de la salle nous interpelle même en riant « It's the best police ! ». Nous sommes un peu ébahis devant la sincérité et la simplicité des rapports entre les usagers et ce

policier. Les usagers de drogues français de notre délégation qui n'ont pas l'habitude d'un tel traitement se tiennent un peu en retrait dans un premier temps, puis viennent se faire photographier avec le policier..



Le premier message qu'il nous adresse, c'est qu'il faut mettre des limites aux nombres d'usagers accueillis et qu'il faut concevoir la structure en fonction du nombre attendus. Point très important pour que le voisinage ait une réaction positive. Ensuite, il nous fait un vrai cours de réduction des risques sur le crack. Par exemple, selon lui, fumer avec une pipe augmente le craving. Il vaut mieux fumer en utilisant une feuille d'aluminium.



Nous voulons en savoir plus sur la relation qu'entretient ce policier avec les usagers. Il nous répond que s'il les surprend à consommer dans la rue, il a plusieurs possibilités : une amende, une interdiction de territoire, et/ou les envoyer vers les travailleurs sociaux de la salle de consommation. Cette clémence n'est valable que pour les usagers, les dealers sont par contre arrêtés et poursuivis, de même que les usagers qui commettent des vols

ou autres délits.

Il ajoute que la police et le centre ont un intérêt commun : la police veut des rues « clean » et de la sécurité pour les usagers, le centre veut une meilleure vie et la sécurité pour les usagers. Selon lui, la répression ne peut pas résoudre le problème de l'usage de drogue dans la rue. Elle est responsable de l'effet « lit à eau » : quand on chasse les usagers d'un endroit, ils vont ailleurs. Ce qu'il faut faire, c'est réguler.

Le policier ne peut venir dans la structure que s'il y est invité. Pour lui, tant que l'endroit est sous contrôle, il n'a pas à intervenir à l'intérieur.

### Une vision globale

Nous montons ensuite au 3eme étage dans une grande salle de réunion pour pique-niquer et pour continuer à discuter avec Léo Thomassen. Il finit de nous surprendre en racontant qu'au Pays-Bas, la réduction des risques est un concept un peu dépassé depuis 3 ou 4 ans. La RDR est issue de la lutte contre les maladies infectieuses (VIH/VHC), et de ce fait essentiellement sanitaire. De plus, elle a été historiquement construite pour contre balancer la répression. Les hollandais ont maintenant une vision holistique de la question des drogues, qui intègre non seulement le sanitaire et le répressif, mais aussi le social (qualité de vie, relationnel...), l'environnement, toutes ces composantes avançant dans la même direction. L'utilisateur n'est alors plus déchiré entre sa consommation et la société. Il n'a plus à prendre les seringues dans les centres et à aller injecter dans les caves, il n'a plus à être anonyme dans les centres, il n'a plus à faire semblant de vouloir arrêter pour accéder au centre d'hébergement... Le summum de ce concept, c'est l'intégration de salles de consommation dans cer-

tains type de centres résidentiels, pour des usagers qui n'arrêtent pas leur consommation, mais sont capables de reprendre pied dans la vie sociale.



### « Ni utile, ni souhaitable »

Quand nous lui parlons des mots du premier ministre français sur les salles de consommation « ni utile, ni souhaitable », il ne peut s'empêcher de lâcher « c'est fou qu'une seule personne puisse décider de toute la politique des drogues françaises ». Nous sommes renvoyés à la centralisation de notre système politique, qui si il a des avantages, a le grand inconvénient de ne peut pouvoir être coordonnée et adaptée correctement au niveau local. Elle produit un système concurrentiel entre les structures, en « action-réaction », qui suit l'utilisateur en essayant de résoudre les plus gros problèmes, mais sans s'attaquer au fond des choses. Les salles de consommation sont fondamentales au système français en ce sens qu'elles sont le premier pas, le moyen de transition, vers cette vision holistique qui repose sur un modus vivendi entre la société, l'environnement, la santé et la répression.

